

La réconciliation peut-elle se faire par les arts?



Photo: Vox Montréal Une image tirée de l'œuvre vidéo «The Peacewalker Returns» (2017), de Skawennati, coproduite par Aboriginal Territories in Cyberspace. Ce laboratoire qui promeut l'utilisation des médias numériques par les artistes des Premières Nations est un des rares du genre au Québec.

Stéphane Baillargeon et Catherine Lalonde

10 février 2018 Culture

Alors que plusieurs artistes et organismes autochtones signaient cette semaine le <u>manifeste</u> <u>pour l'avancement de leurs arts (http://www.ledevoir.com/culture/519774/manifeste-pour-le-rayonnement-des-arts-autochtones?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)</u> Tsi Non : We Tewèn : Teron (Là où est notre maison), on entend aussi sous le manteau des allochtones ronchonner face à ce qu'ils estiment être une cause sociale et politique plus qu'artistique. Que valent les politiques de soutien aux arts autochtones ? L'art est-il le chemin de la réconciliation ? Discussion.

«La première chose que je critiquerais, c'est ce mot même de "réconciliation", qui charrie l'idée qu'il y a eu une relation entre autochtones et allochtones — une relation suivie d'une rupture, qu'on pourrait réparer. La majorité des gens n'ont jamais eu de relations avec les autochtones. Je pense qu'on devrait parler plutôt de "conciliation" », estime Nadine St-Louis, fondatrice des Productions Feux sacrés. Car la définition implicite de concilier, qui est de « rapprocher [des éléments divers] en adaptant », permet l'essai, la tentative, la deuxième prise, peut-être même la maladresse. « Jusque dans les années 1970, quand on passait dans une réserve autochtone, illustre Mme St-Louis, de grosses pancartes signalaient que seuls les Indiens pouvaient y entrer. Cette idée reste : que l'autochtonie est un territoire interdit ; qu'on n'a pas le droit d'aller sur le territoire autochtone ; qu'on n'a pas le droit de parler des autochtones », déplore celle qui est aussi artisane, fabricante de mocassins.

Deux visions du monde, deux visions de l'art

Instaurer un dialogue, donc, est impératif. Le désir est là: les politiques de valorisation et de soutien aux arts autochtones se sont multipliées ces dernières années. L'urgence sociale est devenue politique. Les artistes autochtones sont des nouvelles priorités stratégiques du Conseil des arts du Canada et du Conseil des Arts de Montréal (CAM) avec des fonds dédiés ; le Conseil des arts et des lettres du Québec réfléchit sa prochaine « approche autochtone ».

Et les arts ont, historiquement, été d'avérés déclencheurs de discussions, des marqueurs identitaires. Mais comment dialoguer quand la vision de l'art est différente, qu'on le voit du regard eurocentriste ou autochtone ? Ou « quand on se rend compte que, finalement, les artistes autochtones exposent encore peu avec les artistes allochtones », comme le soulignait Pricile De-Lacroix dans sa maîtrise sur la présence au Québec de l'art contemporain ?

Les notions « d'excellence » (qui laisse entendre que la valeur artistique s'évalue hors de tout jugement de goût) et de « contemporain » (fondations de l'art actuel) créent des embûches à la réception des oeuvres autochtones, explique Jean-Philippe Uzel, auteur de la récente étude *Pratiques professionnelles en arts visuels issues de l'autochtonie et de la diversité à Montréal*, commandée par le CAM. Le fait que l'art contemporain exclut de son champ les métiers d'art, part essentielle des pratiques autochtones, est un autre caillou dans l'engrenage. Comme l'exclusion du passé et des traditions, dure à combiner à l'idée d'avant-garde.

- « Si on parle de réconciliation et de société inclusive, ça veut dire faire de la place pour écouter, pour le narratif et les voix autochtones, les histoires rattachées à la terre qui se transmettent par les arts », poursuit Mme St-Louis. « Ça veut dire sortir de l'artisanat le perlage, le mâchage de bouleau, le tambour à la main », encore difficilement considérés comme de l'art, encore moins contemporain. « Il faut les voir comme des pratiques artistiques traditionnelles, qu'on doit soutenir pour la sauvegarde et la pérennité d'une culture. » Cette vision autochtone où la transmission se fait par l'oralité, où le respect des protocoles culturels est essentiel, où le droit d'auteur est différent (voir encadré) une histoire peut appartenir à une communauté —, défie les structures mêmes des conseils des arts et des institutions.
- « Dans le monde occidental, l'art est séparé de la connaissance, l'artiste du scientifique, l'esthétique du politique. Chez les Premières Nations, ces réalités s'équivalent et cohabitent », explique Jason Edward Lewis, professeur de design numérique et codirecteur de l'Aboriginal Territories in Cyberspace (Abtec). Ce laboratoire savant de l'Université Concordia, fondé en 2005, accompagne par la formation, la promotion et l'étude l'utilisation des médias numériques par les artistes des Premières Nations. C'est le seul centre du genre au Québec, un des rares dans l'est du pays, alors que les universités de la Colombie-Britannique et des Prairies ont toutes développé des centres semblables. Ce qui donne un indice des retards pris ici dans ce domaine. Un retard qui serait, selon les personnes interviewées, de 10 à 30 ans sur les autres provinces.

C (http://www.ledevoir.com/motcle/perspectives?

<u>utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra})e_texte_fait_partie_de_notre_section</u> **Perspectives.** (http://www.ledevoir.com/motcle/perspectives?

utm source=recirculation&utm medium=hyperlien&utm campaign=boite extra)

Le fait français

Pourquoi le Québec est-il si lent ? Nadine St-Louis pense qu'en plus de la méconnaissance des autochtones, le fait que les Premières Nations d'ici parlent l'anglais ou parfois le français en plus de leur langue complexifie la situation. Le professeur Lewis, après s'être fait prier, dit croire que « la société québécoise est en déni, particulièrement par rapport aux autochtones. Je ne dis pas que le reste du Canada ne l'est pas. Mais ici, il y a un désir très fort d'identifier l'espace commun comme un espace québécois ».

Venant d'ailleurs (de la Californie), il ajoute qu'il peut peut-être mieux remarquer la confrontation des identités légitimes, tout en étant bien conscient de la délicatesse du sujet — d'autant que le Québec s'aveugle constamment en se croyant traditionnellement plus favorable aux autochtones.

« J'observe bien que cette volonté historique d'affirmer la présence française au Canada rejette en partie la possibilité à d'autres cultures d'affirmer leur présence et leur réalité, même celles qui étaient ici bien avant les Français. C'est une question de priorité : au Québec, jusqu'à maintenant, la question de la diversité n'a pas été priorisée. »

M. Lewis répète que cette observation n'absout pas le reste du Canada, décrit comme tout aussi « horriblement ferme » sauf dans quelques poches d'air, comme les universités justement. Il ajoute par contre que les États-Unis, son pays d'origine, sont encore bien plus en retard.

Les provinces de l'Ouest et l'Ontario, précurseurs en politiques facilitatrices aux arts autochtones, récoltent aujourd'hui, indéniablement, les fruits de leurs actions, estiment séparément les professeurs Uzel et Lewis. « L'art produit ici par les artistes autochtones est l'un des plus intéressants du monde et du secteur culturel au Canada », estime ce dernier. « Les artistes autochtones canadiens sont aussi très engagés dans le débat politique. » Un exemple ? Christi Belcourt, Prix du Gouverneur général 2016. Elle coordonne notamment le projet Walking With Our Sisters qui commémore les femmes autochtones disparues. Son oeuvre *Giniigaaniimenaaning* (*Regarder en avant*), un vitrail maintenant intégré au parlement à Ottawa, rend hommage aux survivants des honteux pensionnats autochtones.

M. Uzel souligne un effet pervers du décalage du Québec : plusieurs expos d'arts autochtones ici, ces dernières années, ne comptaient que très peu d'artistes de la province, la majorité provenant du Rest of Canada.

L'éducation

La majorité des intervenants ont mentionné, à plusieurs reprises, l'importance de l'éducation à la réconciliation. Il faut éduquer aux arts autochtones, les intégrer entièrement à l'histoire de l'art d'ici, et non pas toujours en un chapitre en aparté. Il faut éduquer les organismes, les commissaires, les diffuseurs. Éduquer les artistes, aussi. Dans son étude, Jean-Philippe Uzel note une corrélation directe entre le degré de scolarité d'un artiste visuel et la résonance de sa carrière. Plus un artiste est diplômé, plus il a de chances de voir ses oeuvres voyager, sur les scènes nationale et internationale. Pourquoi alors ne pas faciliter l'accès aux écoles d'art pour les artistes autochtones ? Ou, comme le demande le manifeste autochtone, reconnaître par équivalence les artistes d'expérience et les aînés, leur ouvrir les portes des universités ? Leur présence ne pourrait qu'aimanter les artistes et les discussions.

Ensemble

Les nombreuses politiques facilitatrices actuelles vont-elles vraiment aider à équilibrer la situation ? « Je crois que c'est plutôt cosmétique, avance Mme St-Louis, parce que le politique dit une chose, mais ça ne s'incarne pas dans l'administratif. Il faut encore démocratiser ces politiques de réconciliation là. » Un exemple ? « On parle beaucoup de Montréal, ville inclusive, métropole culturelle, fière de ses racines autochtones, illustre-t-elle. Mais moi qui gère un incubateur culturel autochtone à Montréal, quand je contacte les fonctionnaires de la Ville, je leur dis que j'ai ça pour faciliter l'inclusion des autochtones, et il y a une mécompréhension, une incompréhension, et je dois toujours réexpliquer pourquoi c'est important. Ce qu'on dit et ce qu'on fait, actuellement, c'est deux choses. »

Au centre d'artistes La Centrale, Virgine Jourdain souligne qu'aujourd'hui, chaque organisme souhaitant participer au mouvement se retrouve à penser indépendamment la manière dont il agira. Alors qu'il est parfois si difficile de simplement rejoindre les artistes autochtones — parce qu'ils se sont fait dire non si souvent ; parce qu'ils peuvent se trouver loin des grands centres, entre autres —, Mme Jourdain croit que des stratégies communes, pensées de concert par quelques diffuseurs, seraient plus efficaces pour tous les joueurs. L'inclusion, finalement, gagnerait à être pensée... de manière plus inclusive.

Identité, inclusion, appropriation

N'y a-t-il pas un danger de cantonner les arts autochtones dans une case identitaire? Et comment penser une vraie inclusion, où les arts autochtones et allochtones se voisineraient, s'influenceraient, s'inspireraient les uns les autres, en ces temps de sensibilité à l'appropriation culturelle? « Le terrain des arts autochtones est très fertile, répond Hannah Claus, artiste visuelle. Il peut commencer avec l'identité, mais ne s'y limite pas du tout. » Avec Nadine St-Louis, Mme Claus croit que « la collaboration entre autochtones et allochtones est souhaitable », vraiment. Mais le protocole culturel autochtone, rappelle Mme St-Louis, rattaché à l'oralité, veut qu'on demande la permission d'emprunter, d'utiliser. « Dans le monde contemporain allochtone, si tu es inspiré par quelque chose, tu crées à partir de là, et ça devient ton idée, ta création. Dans les pratiques traditionnelles, tout appartient à la communauté. Le protocole réclame qu'on aille demander aux aînés le droit d'utiliser le récit traditionnel », ou à l'artiste sa technique. « Toute nouvelle relation devrait débuter avec l'idée de la réciprocité », estime de son côté Mme Claus, en se demandant : « Qu'est-ce que moi je peux donner à l'autre? »